

Arrêt

n° 351 046 du 30 juillet 2026
dans l'affaire X / X

En cause : X

ayant élu domicile : au cabinet de Maître M. DEMOL
Avenue des Expositions 8/A
7000 MONS

contre :

la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT DE LA Ve CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 30 décembre 2025 par X, qui déclare être de nationalité béninoise, contre la décision de la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides, prise le 5 décembre 2025.

Vu l'article 51/4, ancien, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »).

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 9 février 2026 prise en application de l'article 39/73 de la loi précitée.

Vu la demande d'être entendu du 23 février 2026.

Vu l'ordonnance du 31 mars 2026 convoquant les parties à l'audience du 24 avril 2026.

Entendu, en son rapport, J.-F. HAYEZ, président de chambre.

Entendu, en ses observations, la partie requérante représentée par Me M. KIWAKANA *loco* Me M. DEMOL, avocats.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

A. Remarques préalables concernant le cadre législatif applicable

1. Le présent arrêt intervient alors que les instruments législatifs régissant la matière de la protection internationale sont en pleine modification. Le Conseil estime dès lors nécessaire de clarifier dès à présent les instruments et références législatifs pertinents en l'espèce.

La protection internationale est substantiellement impactée par l'entrée en vigueur de divers instruments législatifs constituant le « Pacte migratoire européen ». Parmi ces instruments, figurent notamment :

- le Règlement 2024/1347/UE du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire et au contenu de cette protection, modifiant la

- directive 2003/109/CE du Conseil et abrogeant la directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil (ci-après dénommé le « Règlement Qualification ») ;
- le Règlement 2024/1348/UE du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 instituant une procédure commune en matière de protection internationale dans l'Union et abrogeant la directive 2013/32/UE (ci-après dénommé le « Règlement Procédure »).

Le Règlement Qualification, en son article 42, « *Entrée en vigueur et mise en application* », prévoit ce qui suit : « *Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au Journal officiel de l'Union européenne. Le présent règlement est applicable à partir du 12 juin 2026. Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans les États membres conformément aux traités* ».

Aucune mesure transitoire n'ayant été prévue, le Règlement Qualification s'applique en l'espèce.

Le Règlement Procédure prévoit, de son côté, en son article 79 « *Entrée en vigueur et application* », qu'il « *s'applique à la procédure d'octroi d'une protection internationale en ce qui concerne les demandes introduites à partir du 12 juin 2026* » et que « *[l]es demandes de protection internationale introduites avant cette date sont régies par la directive 2013/32/UE* ».

En l'espèce, la demande de protection internationale du requérant ayant été introduite le 30 mai 2023, ce Règlement n'est pas applicable à la présente procédure : les dispositions de la directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale (refonte), transposées en droit belge, restent d'application.

Par ailleurs, afin de permettre la mise en œuvre du Pacte, certaines dispositions de la loi du 15 décembre 1980 ont été abrogées, tandis que d'autres ont été modifiées par la loi du 16 juin 2026 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de la mise en œuvre du Pacte sur la migration et l'asile de l'Union européenne (ci-après dénommée la « loi du 16 juin 2026 »).

Cette loi est entrée en vigueur le 19 juin 2026 de sorte qu'il convient d'appliquer dès à présent la loi du 15 décembre 1980 telle que modifiée.

Enfin, il convient également de tenir compte de la loi du 17 juin 2026 relative au Conseil du contentieux des étrangers (ci-après dénommée la « loi CCE »), elle aussi entrée en vigueur le 19 juin 2026, qui est venue modifier certaines règles organiques et de procédure applicables devant le Conseil et dont l'article 5.11 dispose que « *les dispositions de la présente loi s'appliquent : à tous les recours introduits auprès du Conseil à dater de la date d'entrée en vigueur de la présente loi ; et à tous les recours encore pendants devant le Conseil au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, pour les étapes de la procédure qui ne sont pas encore terminées ; sous réserve des dispositions dérogatoires visées au présent titre* ».

A cet égard, l'article 5.12, §3 de la même loi dispose : « *Pour tous les recours pendants devant le Conseil à la date d'entrée en vigueur de la présente loi et pour lesquels une audience a déjà été fixée en application de l'article 39/74 de la loi du 15 décembre 1980 ou pour lesquels une procédure au sens de l'article 39/73, 39/73-2 ou 39/73-3 de ladite loi est déjà appliquée, la procédure se déroule conformément aux dispositions qui étaient applicables avant l'entrée en vigueur de la présente loi (...)* ».

En l'espèce s'agissant d'un dossier fixé en audience avant l'entrée en vigueur de la loi CCE, son examen doit se poursuivre selon les anciennes règles de procédure.

2. Par ailleurs, en ce qui concerne les conditions pour se voir reconnaître la qualité de réfugié ou pour se voir octroyer le statut de protection subsidiaire, le Conseil entend mettre en évidence ce qui suit :

2.1. L'ancien article 48/3, § 1^{er} de la loi du 15 décembre 1980, qui transposait la directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (refonte), disposait : « *Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1er de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967* ». Cet article 1er de la Convention de Genève précise, pour sa part, que le terme de « *réfugié* » s'applique à toute personne qui, « *craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion,*

de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner ».

Désormais, l'article 3, 5) du Règlement Qualification susmentionné, définit le terme « réfugié » comme suit *« tout ressortissant de pays tiers qui, parce qu'il craint avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays, ou tout apatride qui, se trouvant pour les mêmes raisons que celles décrites hors du pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut y retourner et qui n'entre pas dans le champ d'application de l'article 12 ».*

Il en résulte que l'article 3, points 1) et 5), du Règlement Qualification, ne modifie en rien les conditions matérielles pour être reconnu réfugié, celle-ci étant restées les mêmes.

2.2. De même, l'ancien article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 disposait comme suit :

« § 1er. Le statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut pas bénéficier de l'article 9ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, il encourrait un risque réel de subir les atteintes graves visées au paragraphe 2, et qui ne peut pas ou, compte tenu de ce risque, n'est pas disposé à se prévaloir de la protection de ce pays et ce, pour autant qu'il ne soit pas concerné par les clauses d'exclusion visées à l'article 55/4.

§ 2. Sont considérées comme atteintes graves:

- a) la peine de mort ou l'exécution;*
- b) ou la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine;*
- c) ou les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international ».*

Cet article était la transposition des articles 2, f, et 15 de la directive 2011/95/UE (anciennement 2, e, et 15 de la directive 2004/83/CE du Conseil de l'Union européenne du 29 avril 2004).

Désormais, l'article 3, point 6) du Règlement Qualification définit les termes « *personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire* » comme suit : *« tout ressortissant de pays tiers ou tout apatride qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés de croire que cette personne, si elle était renvoyée dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, courrait un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 15, et qui n'entre pas dans le champ d'application de l'article 17, paragraphes 1 et 2, et qui ne peut ou, du fait de ce risque, ne veut se prévaloir de la protection de ce pays ».*

L'article 15 du même Règlement indique: *« Les atteintes graves au sens de l'article 3, paragraphe 6 sont:*

- a) la peine de mort ou l'exécution;*
- b) la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants infligés à un demandeur dans son pays d'origine; ou*
- c) des menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international ».*

Il apparaît ainsi que l'article 3, points 2) et 6), du Règlement Qualification, lu conjointement avec l'article 15 du même Règlement, énonce les mêmes conditions que celles de l'ancien article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 pour bénéficier de la protection subsidiaire.

B. L'appréciation du Conseil

3. Le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après dénommé le « Conseil ») constate l'absence de la partie défenderesse à l'audience.

En l'espèce, l'ancien article 39/59, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, dispose comme suit :

« Toutes les parties comparaissent ou sont représentées à l'audience.

Lorsque la partie requérante ne comparaît pas, ni n'est représentée, la requête est rejetée. Les autres parties qui ne comparaissent ni ne sont représentées sont censées acquiescer à la demande ou au recours. [...] ».

Cette disposition ne contraint pas le juge, qui constate le défaut de la partie défenderesse à l'audience, à accueillir toute demande ou tout recours (en ce sens : C.E. (11^e ch.), 17 mars 2011, E. Y. A., inéd., n° 212.095). L'acquiescement présumé dans le chef de la partie concernée ne suffit en effet pas à établir le bienfondé même de la demande de protection internationale de la partie requérante. Il ne saurait pas davantage lier le Conseil dans l'exercice de la compétence de pleine juridiction que lui confère à cet égard l'ancien article 39/2, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980. Il en résulte que, comme tel, le refus de la partie défenderesse de comparaître à l'audience ne peut être sanctionné par le Conseil, auquel il incombe de se prononcer sur le bienfondé de la demande de protection internationale de la partie requérante, en se basant à cet effet sur tous les éléments du dossier qui lui sont communiqués par les parties, sans être tenu par les motifs de l'ordonnance prise sur la base de l'ancien article 39/73 précité.

Il n'en demeure pas moins que l'ancien article 39/73 de la loi du 15 décembre 1980 ne dispense pas la partie défenderesse de comparaître à l'audience, quand bien même elle n'aurait pas elle-même demandé à être entendue, audience au cours de laquelle elle pourrait notamment être amenée à fournir au Conseil des éclaircissements rendus nécessaires par la tournure des débats ou à répliquer aux éléments nouveaux invoqués par la partie requérante conformément à l'ancien article 39/76, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980. Dans la mesure où ce refus de comparaître empêcherait le Conseil, qui ne dispose d'aucun pouvoir d'instruction, de se prononcer en toute connaissance de cause, le Conseil n'aurait alors d'autre choix que celui d'ordonner à la partie défenderesse d'examiner ces éléments nouveaux et de lui transmettre un rapport écrit dans les huit jours, conformément à l'ancien article 39/76, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 ou, éventuellement, d'annuler la décision attaquée.

4. Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire, prise par la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides, qui résume les faits de la cause comme suit :

« A. Faits invoqués

Selon vos déclarations, vous êtes de nationalité béninoise, originaire de Djougou, d'ethnie peule par votre père et bariba par votre mère, et de religion musulmane. Vous avez toujours vécu à Djougou, hormis durant vos études universitaires ; vous étiez alors à Abomey-Calavi.

A l'appui de votre demande de protection internationale, vous invoquez les faits suivants devant le Commissariat général (CGRA) :

En 2012, vous êtes devenu membre du Parti du Renouveau Démocratique (PRD), un parti d'opposition dirigé par Maître [A. H.].

Entre 2012 et 2018, vous étiez un simple membre qui assistait aux activités du parti.

A partir de 2018, vous avez commencé à avoir un rôle de secrétaire au niveau de votre localité (département de la Donga). Vous faisiez aussi parfois un peu de sensibilisation.

En juillet 2022, à la demande du président, vous vous êtes rendu au siège national du parti pour assister à une assemblée. Au cours de celle-ci, il a annoncé, devant environ 300 membres, sa volonté de fusionner avec l'Union Progressiste (UP). Cette annonce en a satisfait certains, mais en a mécontenté d'autres, dont vous. Une fois rentré à Djougou, vous avez sensibilisé des jeunes et les avez rassemblés pour aller faire connaître votre mécontentement à votre coordinateur départemental, [A. A.]. Le 2 août 2022, avec une quinzaine ou vingtaine de jeunes, vous vous êtes présenté à son bureau, mais il n'a pas voulu vous écouter et à appeler les forces de l'ordre. Lorsque celles-ci sont arrivées, vous vous êtes dispersés et vous avez fui en moto. En fuyant, vous avez cogné un enfant, lequel a été blessé et est tombé dans le coma. Votre coordinateur, [A. A.] a déposé plainte contre vous et, le 12 août 2022, vous avez reçu une convocation de police vous invitant à vous présenter trois jours plus tard dans ses bureaux mais, craignant d'avoir des problèmes, vous n'avez pas donné suite.

Le 3 septembre 2022, vous avez reçu une nouvelle convocation, du tribunal cette fois, mais, à nouveau, vous ne vous êtes pas présenté. Le 6 septembre 2022, vous doutant que les autorités allaient commencer à vous rechercher, vous avez quitté votre domicile pour aller vivre chez votre ami [A. M.]. Vous êtes resté caché chez lui jusqu'au 30 septembre 2022, puis vous vous êtes rendu chez un ami de votre frère, à Cotonou. Vous êtes resté caché chez lui le temps qu'il effectue les démarches nécessaires à votre départ du pays.

Le 10 novembre 2022, vous avez passé une frontière terrestre pour vous rendre à Lomé (Togo) en vue d'y prendre un avion mais cela n'a pas été possible à cause d'un problème avec le visa. Le lendemain, vous êtes revenu à Cotonou et vous y êtes resté jusqu'au 19 novembre 2022. Ce jour-là, muni de votre passeport et d'un visa pour la France, vous avez embarqué à bord d'un avion à destination de Paris.

Vous avez vécu en France du 20 novembre 2022 au 5 avril 2023 ; vous viviez dans la rue et vous vous y êtes fait voler votre passeport. Le 5 avril 2023, sur les conseils d'amis, vous avez gagné la Belgique.

Le 30 mai 2023, vous vous êtes présenté auprès de l'Office des étrangers (OE) en vue d'y introduire une demande de protection internationale.

En cas de retour au Bénin, vous craignez, d'une part, d'être emprisonné par les autorités béninoises parce que vous avez organisé une manifestation devant le bureau de votre coordinateur départemental le 2 août 2022 et, d'autre part, que la famille de l'enfant que vous avez cogné s'en prenne à vous parce que vous l'avez blessé.

Pour appuyer votre dossier, vous déposez une carte d'identité, deux permis de conduire, deux engagements sur l'honneur, deux badges, quatre photos et deux convocations. »

5. Dans le cadre de son recours introduit devant le Conseil, la partie requérante n'apporte pas d'élément utile différent quant à l'exposé des faits figurant dans la décision attaquée.

Ainsi, à l'appui de sa demande de protection internationale, le requérant invoque tout d'abord qu'il craint d'être emprisonné par les autorités béninoises parce qu'il a organisé, le 2 août 2022, un rassemblement d'une vingtaine de jeunes devant le bureau du coordinateur départemental du *Parti du Renouveau Démocratique* (ci-après dénommé « PRD »), dont il était membre, en vue de protester contre le projet dudit parti de fusionner avec l'*Union Progressiste* (ci-après « UP »). Le requérant invoque également une crainte à l'égard de la famille de l'enfant qu'il a renversé en moto lorsqu'il a pris la fuite de la manifestation, à l'arrivée des forces de l'ordre.

6. La partie défenderesse rejette la demande de protection internationale du requérant pour différents motifs tenant principalement à l'absence de crédibilité des faits invoqués.

En particulier, elle fait valoir les éléments suivants :

- le requérant s'est contredit quant au lieu où s'est tenue l'assemblée au cours de laquelle l'annonce de la fusion entre le PRD et l'UP a été faite ainsi que concernant la date de cette assemblée ;

- le requérant a livré des propos imprécis à propos de la manière dont il s'y est pris pour organiser la manifestation du 2 août 2022 devant le bureau du coordinateur départemental du PRD ;

- s'agissant de sa crainte à l'égard de la famille de l'enfant qu'il a renversé en moto lorsqu'il a voulu fuir les forces de l'ordre le 2 août 2022, la partie défenderesse relève qu'il n'a pas parlé de cet accident à l'Office des étrangers, qu'il ignore l'identité de cet enfant ainsi que celle de ses parents, qu'il ne sait pas de quoi il a souffert exactement après l'accident, ce qu'il en est de sa situation actuelle et ce que ses parents pourraient lui faire si il retournait au Bénin ;

- le requérant s'est montré incapable d'apporter la moindre précision quant aux menaces dont son frère aurait été la cible de la part de la famille de l'enfant renversé ;

- le requérant ne sait préciser ni quand le coordinateur départemental a déposé plainte contre lui ni auprès de quel tribunal cette plainte a été déposée, outre qu'il ne livre aucune information concrète sur la suite de la procédure ;

- ses propos sur la période au cours de laquelle il a vécu caché sont dénués de toute consistance ;

- le requérant s'est contredit sur la personne qui s'est chargée de l'organisation de son voyage ;

- le requérant a adopté un comportement incompatible avec celui d'une personne revendiquant une protection internationale dès lors qu'il a séjourné environ cinq mois en France sans y solliciter la protection

internationale, outre qu'arrivé en Belgique, il a encore attendu près de deux mois avant de se présenter à l'Office des étrangers pour introduire sa demande ;

- les documents versés au dossier ne permettent pas une autre appréciation de la demande.

En conséquence, la partie défenderesse considère que la partie requérante n'a pas avancé d'éléments suffisants pour permettre de considérer qu'il existe, dans son chef, une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés ou des motifs sérieux et avérés indiquant qu'elle encourt un risque réel de subir les atteintes graves telles que définies à l'ancien article 48/4 de la loi du 15 décembre la loi du 15 décembre 1980¹.

7. Dans son recours, la partie requérante conteste la motivation de la décision attaquée en invoquant la violation de l'article 1^{er}, section A, §2 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, des anciens articles 48/3, 48/4 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 ainsi que les articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

Elle conteste ensuite la pertinence des motifs de la décision attaquée.

8. En l'espèce, le Conseil constate que la décision attaquée développe les motifs qui l'amènent à rejeter la demande de protection internationale du requérant. Cette motivation est suffisamment claire et intelligible pour permettre à la partie requérante de comprendre les raisons de ce rejet. La décision attaquée est donc formellement motivée, conformément à l'article 62, §2, alinéa 1^{er} de la loi du 15 décembre 1980 et aux articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

9. Quant au fond, le Conseil considère que le débat entre les parties porte avant tout sur l'établissement des faits invoqués par le requérant à l'appui de sa demande de protection internationale et le fondement des craintes associées.

9.1. A cet égard, au vu des éléments du dossier administratif, le Conseil constate d'emblée que la demande de protection internationale de la partie requérante a été correctement instruite par la partie défenderesse et que celle-ci a évalué cette demande individuellement, objectivement et impartialement.

9.2. Ensuite, le Conseil rappelle la teneur de son ordonnance avant dire-droit prise le 9 février 2026 en application de l'ancien article 39/73 de la loi du 15 décembre la loi du 15 décembre 1980 :

« La décision attaquée rejette la demande de protection internationale de la partie requérante en raison notamment de l'absence de crédibilité du récit.

La requête ne semble développer à cet égard aucun moyen susceptible d'établir la réalité des faits évoqués ni, *a fortiori*, le bien fondé des craintes et risques qui en dérivent. Or, le grief soulevé est pertinent et suffit en l'espèce à motiver le rejet de la demande de protection internationale, dès lors que le défaut de crédibilité du récit de la partie requérante empêche de conclure à l'existence dans son chef d'une raison de craindre d'être persécutée ou d'un risque réel de subir des atteintes graves, à raison des faits qu'elle allègue.

Il n'apparaît dès lors plus nécessaire d'examiner plus avant les autres motifs de la décision attaquée et les arguments de la requête y afférents, un tel examen ne pouvant en toute hypothèse pas induire une autre conclusion.

Au vu de ce qui précède, la partie requérante ne paraît pas en mesure d'établir qu'elle a des raisons de craindre d'être persécutée ou qu'elle encourt un risque réel de subir des atteintes graves en cas de retour dans son pays d'origine »².

9.3. Entendue à sa demande conformément à l'ancien article 39/73, § 4, de la loi du 15 décembre 1980, la partie requérante se contente, lors de l'audience du 24 avril 2026, de se référer à sa requête et d'insister sur certains éléments que celle-ci développe.

10. Pour sa part, le Conseil estime que la requête – qui se limite en substance à rappeler certaines des précédentes déclarations et explications de la partie requérante et à critiquer l'appréciation de la partie défenderesse sur son récit – n'apporte aucun argument suffisamment convaincant qui permettrait de renverser les motifs de la décision attaquée.

¹ Pour les motifs détaillés de la décision attaquée, voyez *supra* point 2

² Dossier de la procédure, pièce 5

En effet, la partie requérante rappelle que les faits se sont déroulés il y a plus de trois ans si bien que des confusions sont possibles. Elle considère pour sa part que le requérant a bien été précis, spontané et complet, en particulier concernant la manifestation organisée et l'accident de l'enfant. Elle explique qu'il n'avait pas eu accès aux informations dès lors qu'il a fui immédiatement après cet accident et qu'il ne s'est pas occupé des démarches lui ayant permis de quitter le Bénin.

Par ailleurs, la partie requérante soutient que le requérant vivait dans des conditions difficiles en France et que l'accès aux informations concernant l'asile est très problématique. En définitive, la partie requérante estime que le récit livré par le requérant est clair, exempt de contradiction ou de lacune et qu'il concorde parfaitement avec les documents produits.

Le Conseil estime cependant qu'aucune de ces considérations ne permet de justifier l'inconsistance manifeste des déclarations du requérant et les nombreuses carences, invraisemblances et contradictions valablement mises en évidence par la partie défenderesse dans sa décision.

A cet égard, le Conseil estime qu'il est raisonnable de penser qu'une personne placée dans les mêmes circonstances que celles invoquées par le requérant aurait été capable de répondre avec force conviction, de consistance et de spontanéité aux questions posées par la partie défenderesse. Ce faisant, ni la circonstance que les faits se sont déroulés il y a plusieurs années, ni les conditions dans lesquelles le requérant aurait vécu en France ni même le fait qu'il ne s'est pas occupé des démarches lui ayant permis de quitter le Bénin ne peuvent justifier que celui-ci n'ait pas été en mesure de présenter les éléments centraux de son récit de façon plus consistante et convaincante. Le Conseil souligne en effet que les incohérences, lacunes et contradictions relevées par la partie défenderesse portent sur des événements que le requérant a directement vécus, qui sont constitutifs de sa demande de protection internationale et dont il est donc raisonnable d'attendre de lui qu'il en parle avec davantage de précision et de consistance, *quod non* en l'espèce.

- Ainsi, s'agissant en particulier de l'organisation de la manifestation du 2 août 2022 devant le bureau du coordinateur départemental, elle estime que le requérant s'est montré suffisamment complet, analyse que le Conseil ne partage pas, à la lecture de ses déclarations pour le moins inconsistantes à ce sujet.

- De même, s'agissant de l'accident de moto survenu au moment de prendre la fuite, accident lors duquel le requérant aurait renversé et blessé un enfant, la partie requérante estime que la spontanéité du requérant lorsqu'il a mentionné de ne pas avoir évoqué cet accident lors de son audition à l'Office des étrangers, démontre sa sincérité. Le Conseil ne partage pas ce point de vue ; il estime au contraire invraisemblable que le requérant n'ait pas immédiatement fait part de cet élément central de son récit, dès son premier entretien à l'Office des étrangers.

- Par ailleurs, alors que le requérant indique qu'il a pu se procurer, via son frère, les « *documents médicaux relatifs à l'enfant victime de l'accident* », et joint ces documents à son recours, le Conseil s'interroge sur la manière dont il a pu obtenir de tels documents alors qu'au cours de son entretien personnel, il a déclaré ne pas avoir d'informations à donner au sujet de la situation de l'enfant qu'il a renversé et ne pas même connaître son identité. En tout état de cause, à défaut de toute explication à cet égard, le Conseil juge hautement invraisemblable que le requérant ait pu être mis en possession de ces documents alors qu'il déclare avoir pris la fuite à la suite de l'accident et craindre les membres de la famille qui le menacerait de représailles pour cette raison.

Le Conseil estime dès lors que ces documents ne disposent d'aucune force probante, d'autant qu'il ne peut pas s'assurer qu'il concerne bien l'enfant que le requérant dit avoir renversé avec sa moto et qu'ils ne permettent ni d'établir que c'est bien le requérant qui a provoqué l'accident ni que celui-ci serait, depuis lors, menacé.

- Quant à son vécu durant la période au cours de laquelle il est resté caché après sa fuite, la partie requérante dit ne pas comprendre ce qui était attendu de la part du requérant. Pour sa part, le Conseil observe, à l'instar de la partie défenderesse, que le requérant s'est montré très peu circonstancié sur son vécu et la manière concrète dont il s'occupait au cours de cette période qui constitue pourtant un aspect important de son récit, ce qui ajoute à l'absence de crédibilité générale de celui-ci.

- Quant au fait que l'accès aux informations concernant l'asile en France serait très problématique, le Conseil rappelle que le requérant a séjourné en France durant cinq mois de sorte que cet élément, présenté de manière très générale et non circonstanciée au cas d'espèce, ne peut servir de justification valable au fait qu'il n'y ait pas introduit de demande de protection internationale.

Du reste, le Conseil observe que la décision entreprise ne repose pas uniquement sur l'absence de déclarations précises et circonstanciées mais également sur une série d'invraisemblances et l'absence de tout élément probant qui, ensemble, affectent la crédibilité générale des faits allégués.

Quant aux documents déposés au dossier administratif, le Conseil se rallie à l'analyse pertinente qui a été faite par la partie défenderesse de la force probante de ces documents et constate que, dans son recours, la partie requérante ne critique pas pertinemment cette analyse et ne livre aucun élément d'appréciation nouveau susceptible de la mettre à mal.

11. Au vu des constats qui précèdent et dès lors que la partie requérante n'a fourni, dans le cadre de sa demande d'être entendue, aucun élément d'appréciation nouveau, consistant et concret pour établir la réalité des faits invoqués à l'appui de sa demande, le Conseil confirme qu'il se rallie entièrement aux motifs de la décision attaquée et qu'il les juge pertinents pour démontrer l'absence de crédibilité des faits invoqués. Ces motifs suffisent dès lors pour conclure que la partie requérante ne démontre ni l'existence d'une raison de craindre d'être persécutée ni l'existence d'un risque réel de subir des atteintes graves, à raison des faits qu'elle allègue.

12. Par ailleurs, le Conseil constate que la partie requérante ne développe aucune argumentation qui permette de considérer que la situation au Bénin, correspondrait actuellement à un contexte de violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé interne ou international au sens de l'article 15, c) du Règlement Qualification, désormais d'application. Le Conseil n'aperçoit, pour sa part, aucune indication de l'existence de sérieux motifs de croire qu'elle serait exposée, en cas de retour au Bénin, à un risque réel d'y subir des atteintes graves au sens dudit article.

13. En conclusion, la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 3, 5) du Règlement Qualification, ni qu'il existe des raisons sérieuses de penser qu'elle encourrait, en cas de retour dans son pays, un risque réel d'atteintes graves au sens de l'article 3, points 2) et 6), du Règlement Qualification, lu conjointement avec l'article 15 du même Règlement.

14. Les considérations qui précèdent rendent inutile un examen plus approfondi des motifs de la décision attaquée et des moyens de la requête, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire une autre conclusion quant au fond de la demande. Le Conseil rappelle à cet égard que, dans le cadre de la compétence de pleine juridiction qu'il exerce au contentieux de l'asile, il est amené à soumettre l'ensemble du litige à un nouvel examen et à se prononcer par un arrêt dont les motifs lui sont propres et qui se substitue intégralement à la décision attaquée. Il en résulte que l'examen des vices éventuels affectant cette dernière au regard des règles invoquées en termes de moyen, a perdu toute pertinence.

15. Au demeurant, le Conseil, n'apercevant aucune irrégularité substantielle qu'il ne saurait réparer et estimant disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires, a rejeté la demande de protection internationale. Il n'y a donc pas lieu de répondre favorablement à la demande d'annulation de la décision attaquée formulée dans le recours.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La partie requérante n'est pas reconnue réfugiée.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente juillet deux mille vingt-six par :

J.-F. HAYEZ,

président de chambre,

A. M'RABETH,

greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

A. M'RABETH

J.-F. HAYEZ